



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CTL
Renault
Lardy

*l'étincelle**

Contact : ecrire@npa2009.org
Consulter : <http://www.npa-auto-critique.org/>

pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire

Contact : cr@convergencesrevolutionnaires.org

Mardi 18 février 2014

Hollande, Gattaz, Obama, comme larrons en foire

« Vous pouvez l'applaudir » ! a déclaré Hollande aux États-Unis, devant une assemblée de 3000 patrons. Il parlait de Pierre Gattaz, le président du Medef, qu'il avait emmené avec lui pour rencontrer Obama et des patrons américains et français installés sur place. En fait, si les capitalistes peuvent applaudir Gattaz, qui est un des leurs, ils peuvent surtout applaudir Hollande qui a pourtant été élu avec les voix de nombreux travailleurs qui espéraient que sa politique serait « un peu moins pire » que celle de Sarkozy. Dans la foulée, le président de la république a aussi donné l'accolade à Carlos Diaz, leader du mouvement dit des « pigeons », ces patrons de start up qui ont obtenu des suppressions de taxes sur les plus-values à la revente à l'aide d'une simple pétition sur Internet. Diaz a quant à lui affirmé qu'il avait adoré le discours de Hollande. On le comprend.

Pillards impérialistes main dans la main

Obama, lui, s'est affirmé de son côté très content des expéditions militaires de Hollande. Celui-ci fait la police à sa place en Afrique, au moment où les États Unis redéployent leurs forces en direction de l'Asie. Même si chacun tente de privilégier ses propres intérêts, les pillards impérialistes savent parfois s'entendre pour imposer leur loi aux peuples des pays pauvres.

De nouveaux cadeaux pour le patronat

Si tout ce beau monde se congratule et s'embrasse, c'est bien évidemment parce qu'ils sont tous d'accord sur un point essentiel : faire payer la crise aux travailleurs en réduisant ce qu'ils appellent « les charges des entreprises », c'est-à-dire en diminuant la partie différée de nos salaires, notamment les cotisations qui servent à financer les allocations familiales, la sécurité sociale, les allocations chômage, etc. Le gouvernement a notamment promis à Gattaz la liquidation des cotisations familiales payées par les entreprises d'ici à 2017, ce qui représente un nouveau cadeau de 35 milliards d'euros et la soumission à une vieille revendication patronale ; lequel vient après le Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (ou CICE) évalué à 13 milliards d'euros pour 2013 et à 20 milliards pour 2014. Alors, pour compenser, le gouvernement annonce qu'il faut trouver 50 milliards d'économie. Une fuite, peut-être volontaire, a révélé qu'il pourrait les trouver dans les poches des fonctionnaires en supprimant les avancements d'échelon automatiques et dans celles des chômeurs qui verraient baisser leurs

indemnités. Cela a été démenti, mais il est clair que ce projet fait toujours partie des objectifs du gouvernement...

Face à une telle générosité, Gattaz ne s'est pas contenté d'applaudir, il en a réclamé davantage en déclarant cyniquement à la descente de l'avion qu'il n'était pas question que le « pacte de responsabilité » comporte des contreparties, que les patrons n'avaient aucune intention de s'engager à embaucher en échange de ce déluge de cadeaux. Cette fois, il en avait fait un peu trop, car s'il était évident que le fameux million d'emploi annoncé n'était qu'une blague de plus, Hollande aurait préféré que son partenaire ne le crie pas sur les toits. Gattaz s'est donc fendu d'une petite phrase pour revenir sur ses déclarations, mais nul n'est dupe : les patrons empochent les cadeaux et l'emploi n'est pas leur préoccupation.

Faisons leur ravalier leur arrogance !

Difficile donc d'afficher plus ouvertement un mépris complet des travailleurs, des chômeurs, de tous ceux qui ont du mal à joindre les deux bouts et qui se demandent comment ils s'en tireront une fois à la retraite. Si tous ces nantis et les politiciens qui leur cirent les pompes peuvent manifester une telle morgue, c'est parce que les travailleurs ne réagissent qu'au coup par coup, en ordre dispersé. Mais si nous savons nous unir, agir tous ensemble, coordonner nos luttes, organiser une véritable riposte d'envergure nationale, nous pouvons être assurés qu'ils devront non seulement changer de langage et nous respecter, mais céder à nos revendications.

Miroir aux alouettes

La direction confirme son intention de supprimer les AGS des ETAM en les remplaçant par des micro-augmentations individuelles de 0,8% en moyenne et une petite prime de 500 euros bruts pour 40% des techniciens.

Que ceux qui croient que leur « *performance individuelle* » va leur rapporter une fortune commencent à déchanter. La répartition des richesses entre le capital et le travail a toujours varié en fonction du rapport de force. A nous de le reconstruire plutôt que d'espérer nous en sortir chacun dans notre coin.

Diviser pour mieux régner

Il faudra à un ETAM 28 siècles de prime de performance à 500 euros pour atteindre la part variable que C. Ghosn va toucher en une année.

Voilà bien la supercherie : toujours plus pour ceux d'en haut et des miettes que ceux d'en bas devraient se partager en s'écrasant les uns les autres.

S'ils croient qu'on va tomber dans le panneau, on va vite leur faire ravalier leur mépris de classe.

Ils s'en mettent plein les poches

Jeudi dernier, jour de publication des résultats financiers de Renault, l'action a gagné 5,6%, soit une augmentation de valeur d'1 milliard d'euros en une seule journée. Ce n'est donc visiblement pas la crise pour tout le monde. Les actionnaires vont encore s'en mettre plein les poches.

A nous de relever la tête et de réclamer notre dû en participant aux prochains mouvements de grève.

« C'est pas ma faute, à moi ! »

Ce n'est plus un secret pour personne. En 2013, Carlos Ghosn a touché 1,23 millions d'euros de salaire fixe et 1,42 millions de part variable. De quoi boucler les fins de mois plutôt aisément ! Il y a quelques temps lors d'un open forum, une question lui a été posée sur la manière dont était calculée sa rémunération... Sa réponse a été qu'il n'avait rien à voir là dedans, que c'était le conseil d'administration et uniquement lui qui décidait si son salaire devait augmenter ou non.

En voilà un qui serait donc augmenté chaque année à l'insu de son plein gré !

Tentative de suicide au Technocentre

Jeudi dernier, une salariée de Rueil a tenté de mettre fin à ses jours sur le parking du Technocentre. Si les raisons de son acte ne sont pas établies, l'aggravation des conditions de travail et la pression permanente aux résultats n'ont pas dû aider. Il est temps que ce climat général cesse pour mettre un terme à ces gestes désespérés.

Beaucoup pour peu, peu pour beaucoup

Les cadres auront droit en 2014 à 1 % d'AI. Les plus hauts cadres toucheront une bonne PPG (Prime de Performance Groupe ou PVG, Part Variable groupe). Mais beaucoup n'auront pas d'augmentation et une petite Prime de Performance Individuelle (PPI), voire pas de prime du tout.

Lutter pour de vraies AGS, y compris pour les cadres, c'est notre seul moyen à tous de maintenir notre pouvoir d'achat.

Les beaux trottoirs

Comme tous les ans la direction se remet à faire les trottoirs, officiellement pour éviter aux salariés de tomber. En réalité, les travaux, si ça permet d'obtenir un ristourne des cotisations à la CRAMIF, ça passe.

Mais pour améliorer vraiment les conditions de travail sur le site, là il n'y a plus d'argent.

PPI ou PPI ?

Quand on voit comment sont mis à la tête du client les PPI Plan de Progrès Individuel, on imagine que les PPI Primes de Performance Individuelle le seront tout autant. La direction mise sur le chacun pour soi pour mieux geler les salaires sur plusieurs années.

Mais on ne se laissera pas faire !

Y'AKKA pas lâcher

Vendredi dernier, les salariés d'AKKA étaient appelés à débrayer contre une modification du remboursement de leurs frais professionnels, qui leur ferait perdre de 300 à 1000 € par mois. Toulouse, Lyon, Grenoble, Belfort, Valence, Guyancourt... A Lardy, ils étaient une dizaine et ils restent déterminés à ne pas se laisser faire.

Une mobilisation qu'il faudra encore amplifier.

Pas besoin de gouvernants pour se gouverner

En Bosnie, des dizaines de milliers de manifestants exigent une augmentation de 200 euros des pensions de retraite, le paiement des salaires impayés, etc. L'ampleur du mouvement a déjà forcé quelques dizaines de responsables politiques à démissionner, tandis que la population s'organise en assemblée pour prendre en charge sa lutte. Les chefs politiques nationalistes, qui ont pris le pouvoir en exacerbant le nationalisme des différentes communautés dans les années 90, sont complètement discrédités par 15 ans de gouvernement, de corruption et d'aggravation des conditions de vie.

Les manifestants revendiquent également que les élus soient rémunérés au salaire ouvrier : une mesure de salut public à imposer, qui mettrait de côté, en Bosnie et ailleurs, les carriéristes qui nous gouvernent !